

Introduction

Les enjeux liés à l'enseignement supérieur occupent une place importante dans les projets politiques des États. A l'heure actuelle, les universités en Asie centrale essayent de susciter la confiance de la population et l'actuelle période de crise est une épreuve cruciale à surmonter. L'expérience de plusieurs pays montre que nombreux seront ceux qui souhaiteront se former ou changer de profession pour mieux se préparer à l'avenir. Nous nous intéressons donc à la position de l'enseignement supérieur dans la région avec ses politiques diverses et essayons de tirer des conclusions qui aspirent à être utiles aux décideurs politiques.

Les buts politiques de l'enseignement postsecondaire

La place de l'enseignement supérieur dans les sociétés en transition post-soviétique s'accroît et les États ont fait du contrôle sur le système d'enseignement leur priorité absolue. À l'époque soviétique les universités jouaient le relais entre marché du travail et formation, tout en étant le centre principal de la recherche. Aujourd'hui la diversification des étudiants et de leurs intérêts d'une part, et des politiques nationales d'autre part, ont changé le rôle de l'enseignement supérieur dans les pays respectifs. Cette place accordée par l'État n'est pas pourtant une innovation locale, puisque les pays occidentaux enregistrent les mêmes tendances. (Wallerstein-« Analyse du Système Mondial » et Chomsky sur l'éducation)

Le but universitaire principal devient désormais la continuité de la politique nationale, ce qui passe d'abord par la politique linguistique et ensuite nationaliste des pays, car les autorités sont conscientes que l'éducation des citoyens doit être acquise avant la formation universitaire. Une preuve : les failles dans l'apprentissage de la langue autochtone resteront au cours de la vie professionnelle aussi. Les différents États se distinguent dans les politiques adoptées : le Kazakhstan montre encore des lacunes dans l'enseignement en langue nationale¹, tandis qu'en Ouzbékistan les chiffres concernant la langue officielle ont déjà été renversés par rapport à la période soviétique.

Le volet politique s'inscrit dans le contenu des formations en mettant en avant les aspects idéologiques et en remplissant ainsi une bonne partie du programme universitaire. L'avantage de ce type de formation est la garantie d'un citoyen qui peut être encadré au profit du système, sans être pour autant dans l'administration publique. Les ouvrages idéologiques sont présents à tous les niveaux du système éducatif et parfois même les soutenance de thèses ne peuvent pas se passer de

certaines références. Une personnalité du milieu universitaire français se souvient de sa surprise lorsque des professeurs turkmènes, à l'occasion de leur séjour en France, lui avaient demandé l'impact du « Ruhnama » en France après sa traduction en langue française².

Données comparatives des niveaux d'alphabétisation en Asie centrale³

Pays	1990		2000	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Azerbaïdjan	99	96	99	96
Arménie	99	96	99	98
Géorgie	100	98	100	99
Kazakhstan	100	98	100	99
Kirghizistan	99	95		
Tadjikistan	99	97	100	99
Turkménistan	-	-	-	-
Ouzbékistan	100	98	100	99

L'entrée à l'université occupe une place importante, et n'est pas la continuité de la formation antérieure. Souvent l'entrée implique déjà l'obtention du diplôme car rares sont ceux qui n'ont pas la capacité de finir la formation universitaire.

Les pays européens connaissent une dynamique opposée : en France, par exemple, plus de la moitié des étudiants n'achèvent pas leurs études dans les établissements universitaires. En Asie centrale la sélection a lieu avant l'entrée à l'université et le quasi totalité des pays applique le système de test après lequel les élèves deviennent des étudiants.

En même temps, la diversification de la population estudiantine change la demande de la formation universitaire, ce qui crée des établissements offrant aux étudiants des possibilités inédites. Les meilleurs exemples à Almaty sont KIMEP (Kazakh Institute of Management), KBTU (Kazakh British Technical University), SDU (Suleyman Demirel University). Les Central Asian Universities financées par la fondation Aga Khan sont actives au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan. Chaque pays a son établissement « de luxe » : l'Ouzbékistan a ouvert en 2006 la branche locale de l'université britannique de Westminster dans sa capitale ; à Bichkek l'université américaine (AUCA) est considérée parmi les meilleures et en dehors de cet établissement la ville compte aussi d'autres établissements « extraordinaires » comme Alatoo et l'université slave. Les pays affichent désormais ouvertement que la compétition entre les universités est souhaitable et voir nécessaire. Le Ministère de l'Éducation du Kazakhstan prépare chaque année un classement des universités situées dans le pays sur des critères comparables à ceux

de Changhaï. D'après les résultats, l'université d'état (KazGU) se place en première place tandis que l'université Eurasiennne se trouve en deuxième position⁴. Ces efforts prouvent la bonne volonté des politiques d'aller en avant, mais un classement selon le niveau de corruption permettrait plutôt de constituer un classement des établissements « *poorly-qualified, poorly-motivated and poorly compensated* »⁵. Par ailleurs, selon le classement mondial aucune université centrasiatique ne se classe parmi les premières 4,500 et la seule qui entre dans les meilleures 5,000 est l'université d'État Manas de Bichkek.

Nul ne peut ignorer la croissance de l'écart entre la formation « massive » et celle qui est dite « élitiste ». L'enseignement supérieur devient « massif » lorsque un grand nombre de titulaires du Baccalauréat continue les études à l'université. En France ce terme montre à la fois la possibilité d'étudier dans une faculté, mais aussi la non garantie du travail du fait de cette massification des diplômés. Dans les pays centrasiatiques ce terme peut seulement définir le deuxième aspect, même si certains pays ont devancé les pays occidentaux concernant le taux d'étudiants dans les universités. Le taux varie entre 47 et 10 pourcent : Le Kazakhstan est le pays qui possède un niveau très élevé, voir plus élevé que certains pays européens comme la Grande Bretagne. Le taux est passé de moins de 20 pourcent juste après l'indépendance à plus de 46 pourcent actuellement. Presque tous les pays affichent une hausse à exception de l'Ouzbékistan où le taux est passé de 15 à moins de 10 pourcent actuellement. Parmi les pays CEI (Communauté des Etats Indépendants) le Kazakhstan et la Russie (46,7%) ont le plus haut taux d'inscription, suivis par la Biélorussie et l'Ukraine. Le taux le plus bas est au Turkménistan où il atteint seulement 2,5 pourcent.⁶

Cette tendance s'affirme aussi par le nombre des universités dans les pays. Depuis 2000 l'Ouzbékistan a vu une seule nouvelle université tandis que le Kazakhstan en a accueilli onze en augmentant le nombre des universités trois fois plus que chez son voisin ouzbek⁷. En revanche, le nombre absolu d'étudiants reste assez élevé, ainsi que les inscriptions annuelles. Par exemple, pour l'année académique 2005/2006 les universités ouzbeks ont accueilli plus de 200 mille étudiants à temps complet, ce qui est moins important qu'au Kazakhstan (plus de 250 mille pour 2004/2005⁸) mais plus que dans les autres pays. Cela nous introduit à une autre face que l'enseignement supérieur réserve dans tous les pays d'Asie centrale : à l'heure actuelle l'enseignement gratuit n'est plus à l'ordre du jour.

Nombre des institutions postsecondaires

Source :Rapports

Nombre des étudiants dans les institutions d'enseignement supérieur selon leurs statuts

Le budget

La place de l'enseignement postsecondaire dans le budget d'état n'est pas clairement définie puisque tous les pays préfèrent afficher la totalité du budget accordé à l'éducation. Selon les données IMF la part de l'éducation passe du moitié vers un tiers de tous les moyens dédiés aux dépenses sociales. La place d'éducation dans le PIB des pays selon les données du 2002 baisse considérablement à l'exception du Tadjikistan même si Bichkek reste le leader où les dépenses font plus de 5% du PIB annuel⁹.

En revanche, le rôle de l'enseignement supérieur n'est pas aussi élevé dans le budget national. Le Kirghizstan consacre plus de 20% de son budget aux universités, tandis les autres dépensent moins de 10%¹⁰. Cela prouve une réalité : les états acceptent et voir préfèrent que les étudiants payent eux-mêmes pour la formation universitaire. Les établissements Kazakh et Kirghize obtiennent près de 80% de leur financements grâce aux frais de scolarité¹¹. Les frais de scolarité occupent une place importante pour les universités et le taux des étudiants « payants » augmente presque dans toutes les universités des tous les pays d'Asie centrale¹².

Les frais sont très élevés au Kazakhstan où certaines facultés demandent près de USD 20000 pour une année de scolarité (KBTU), ou KIMEP qui demande plus de USD 5000 par an. En Ouzbékistan, le gouvernement a décidé de supprimer les frais de scolarité pour les étudiants des premiers années suite à l'annonce de l'année 2008 dédié à la jeunesse. En revanche, ces frais ont été double à partir de la deuxième année qui vaut près de 900 dollars américains¹³. Les universités Kirghize demandent du 60 aux 200 dollars par an, tandis que les universités « d'élite » coûtent près de 600. Par exemple, AUCA (Université Américaine d'Asie centrale) fait payer près de 2000 dollars pour une année de formation¹⁴. Au Tadjikistan aussi certaines facultés comme la faculté du droit peuvent demander 1000 dollars par an tandis que la moyenne est de 50 dollars. Ces frais contribuent largement à la fonctionnement des universités et le personnel touche près de la moitié du budget institutionnel c'est qui est très bas par rapport au même cas du figure comparé aux universités européens. Dans certains pays comme le Tadjikistan cette figure est en baisse et passe du 70% au 48% du budget.

Cette position d'état à l'égard de l'enseignement supérieur donne ses résultats plutôt négatives concernant la qualité d'enseignement car la manque des moyens prive la qualité ainsi accélère la corruption. Il n'est pas par hasard que l'éducation représente un des grands spectres de la corruption par rapport à son volume.

Les tendances et contenus

Les problèmes concernant la qualité d'enseignement a été indiqué clairement par des européens où ils notent que les niveaux des salaires aurais des effets négatives sur l'ensemble de système l'enseignement supérieur dans le conférence de Tempus organisé à Tachkent en 2004¹⁵. D'après les spécialistes éducation en Asie centrale se base sur les professeurs, autrement dit « teacher-centered » où la qualité des élèves dépends plus de son professeur que des possibilités materieux ou autres.

Donc, c'est le professeur universitaire qui a la maîtrise absolue de la qualité d'une université, c'est qui prouve que la meilleure option en Asie centrale serait d'augmenter considérablement les salaires. Un autre remarque importaient est le nombre d'heures délivré pour enseigner à l'université qui est de plus de 1100 heures pour une année académique. Cela correspond à plus de 30 heures par semaines c'est qui réduit considérablement la qualité de la formation. Un professeur donc n'a pas de vocation pour faire de la recherche, car il est obliger à faire encore quelques heures dans un autre établissement pour gagner correctement.

Pourquoi les pays ne financent pas enseignement supérieur? Les raisons sont assez claires. Les pays ont en effet choisi le monde capitaliste où c'est le « libre marché » qui domine tous les aspects de la vie sociale. Éducation dans ce sens est un service donné par l'état qui a un prix à payer.

Les pays ont décidé dans la logique économiste¹⁶ de se désengager de l'enseignement supérieur au niveau de financement car ils considèrent que dans cette sphère le retournement des financements est moins élevé que dans l'éducation de base.

Le fonctionnement « marchand » des universités ne donne pas la liberté pour les universités, mais le contrôle de l'état se renforce souligne Rajani Naidoo¹⁷. Ce dispositif limite la liberté des universités en les liants de plus en plus aux consommateurs étudiants, mais aussi au vecteur dessiné par l'état.

Je me rappelle la réaction de fameux sémiologie italien Umberto Eco qui souligne que à l'époque les étudiants faisaient des débats et chaque cour était un événement très attendu, tandis que avec l'accroissement de nombre des étudiants et aussi avec le montée des prix le rôle d'un professeur change et il essaie de satisfaire les besoins de son étudiant car il paye!

Conclusion

Les établissements centrasiatiques se déroulent vers une crise suite à certains évènements qui précèdent. Tout d'abord, avec toute une série des proclamations d'un service au niveau mondial, les pays ont réussi à augmenter les frais de scolarité sans augmenter ni le niveau ni les conditions des enseignants. Nous pensons qu'aucun pays ne possède d'un établissement du niveau mondial, mais il y a des universités de niveau central en Asie centrale. C'est-à-dire la compétition doit se dérouler au niveau régional.

Les universités et les industrielles n'ont aucun lien. Un des représentants du domaine industriel durant le rencontre organise a l'université américaine du Kazakhstan a été très critique car il considère que le niveau n'est pas supérieur, mais plutôt postsecondaire.

Un autre problème est le choix d'un modèle qui correspond aux universités locaux. Chaque modèle américaine, européenne où russe ont des avantages et désavantages et l'application d'un modèle sera positive s'il est appliqué à tous les niveaux. Car les étudiants payent comme les américaines, touchent des bourses comme les russes et obtiennent une formation comme les centrasiatiques. Au final nous nous dirigeons dans tous les pays à un système d'un consommateur, mais sans ayant les droits.

Le programmes des études doivent être plus élaborés et aussi plus négociées par des nombreuses universitaires et non seulement par un demi spécialiste qui a le monopole. Par exemple, le programme de 4 ans de niveau de maîtrise en Relations internationales au Kazakhstan a des nombreuses répétitions des cours obligatoires! Il y a un cour portant le nom « Relations externes du Kazakhstan » et aussi « La diplomatie du Kazakhstan » qui a tous les deux 3 crédits.

Les universités ont eu près de 20 ans pour montrer leur niveau et approuver leur nécessité dans les pays. Vont-ils avoir encore autant des temps pour prouver leur niveau à la population locale et régionale?

La crise financière montre que déjà les fonds pour l'éducation baissent. Au Kazakhstan le nombre d'étudiants qui n'ont plus la possibilités pour payer les études est au niveau de 200 milles pour cette année académique. Ce chiffre peut augmenter encore. En Ouzbékistan, le prix assez élevé avec un nombre assez limité des étudiants permet garder ce niveau voir d'augmenter encore et encore. Mais cela probablement comme dans d'autres pays ouvre la porte à « brain drain » où les étudiants partiront ailleurs car ils trouveront les prix des formations moins chers ainsi que le coût de vie équivalent avec des possibilités nettement meilleurs. La migration estudiantine est un aspect non négligeable pour les pays d'Asie centrale ou le taux est de plus de 3% qui représente la deuxième place après le continent africaine.

Bibliographie

Ouvrages

Blaud, C. (2001). *La migration pour études*. Paris:Harmattan

d'émigration des étudiants et cadres sénégalais en France, aux Etats-Unis et au Québec. Paris:Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Selly Sokhna, B. (2005). *Quête du savoir et des stratégies d'insertion professionnelle*.

Wallerstein.I, (2004), *World-Systems Analysis: An Introduction*. Durham, North Carolina:Duke University Press

Articles

Abdullaeva.M, *Bilan éducatif des pays d'Asie centrale* , « Education for All and Literacy », numero 66

Barcellini, L. *Immigration: la carte Compétences et talents fait pschit*. Retrieved October 28, 2007, from www.rue89.com

David E.Bloom, Henry Rovosky, (2001), *Higher education and international development*, Current Science Vol 2, 3,

Lipsett, A., *International Student Fees "Overpriced,"* Retrieved July 12, 2007, from <http://education.guardian.co.uk>

Rapports

Batalova,J. (2006, September) Competing for global talent: The race begins with foreign students. *Immigration Policy in Focus*, 5 (7), 9

Brunner.JJ and Tellet.A *Higher Education in Central Asia. Case Studies from Kazakhstan, Tajikistan, The Kyrgyz Republic and Uzbekistan*, World Bank

OECD (2002). *La mobilité des travailleurs hautement qualifiés*. OCDE syntheses

OECD (2006). *OECD Report on Higher education: Quality, equity and efficiency*.

UNESCO (2006). *Global Education Digest 2006*. .Montreal, Canada: UNESCO Institute of Statistics

Резюме

Мақала Орталық Азия елдерінде жоғары білім жүйесіндегі өзгерістер туралы.

Özet

Bu makalede Orta Asyadaki Yuksek egitimdeki degismeler uzerine durulmustur.

Резюме

Это статья о трансформации высшего образования в странах Центральной Азии